

L'aventure participative d'un quartier populaire



© Serge Honthaas

Agir sur l'habitat et agir pour les individus : c'est ce qu'ont vécu les habitants du quartier des Libellules, à Vernier. Pour se réapproprier leur lieu de vie, ils ont participé en tant qu'acteurs aux diverses phases d'une expérience citoyenne.

Par **Marko Bandler**, responsable du Service de la cohésion sociale, **Thierry Apothéloz**, conseiller administratif, **Michel Buergisser**, secrétaire général, Vernier

Le quartier des Libellules à Vernier est principalement constitué d'une barre d'immeuble de 500 appartements sous régime HBM (habitations bon marché). Selon la récente étude du Centre d'analyse territoriale des inégalités de l'Université de Genève [1], il s'agit du plus précarisé des 475 quartiers qui composent le canton de Genève.

De 2012 à 2015, la barre des Libellules a été entièrement rénovée. En plus d'une réfection totale des appartements, la fondation propriétaire de l'immeuble a construit sept édicules au rez-de-chaussée et aménagé dix « espaces de vie » (des studios réaffectés pour des activités collectives). Du fait du long et fructueux partenariat préexistant entre Vernier et les propriétaires en matière d'action sociale collective concertée dans le quartier, ces derniers ont proposé que l'occupation de ces nouveaux espaces fasse l'objet d'un processus participatif mené par les collectivités locales.

Le paradoxe d'Easterlin

Saisissant cette occasion, Vernier a décidé de mener un travail de fond sur le quartier en investissant des champs d'action plus globaux que ceux de la simple mise à disposition de locaux. C'est ainsi que le projet « Nouvelles Libellules » s'est attaqué à illustrer concrètement le « paradoxe d'Easterlin », qui postule schématiquement que le bien-être des individus n'est pas uniquement corrélé à leur niveau de satisfaction des besoins matériels (Easterlin 1974) [2]. Il dépend également de facteurs environnementaux (logement, infrastructures, cadre de vie), sociaux (liens de voisinage, réseau), sanitaires (état mental, santé psychique, fragilité) et sécuritaire (sentiment d'intégrité physique) (Godefroy et Lollivier 2014). En d'autres termes, le projet visait à offrir un cadre d'action sociale, basé sur quatre axes d'intervention communautaires et collectifs, dans le but d'augmenter le bien-être des habitants, leur sentiment

Comment citer cet article ?

Marko Bandler, Thierry Apothéloz et Michel Buergisser. «L'aventure participative d'un quartier populaire», REISO, Revue d'information sociale, mis en ligne le 15 mars 2018, <https://www.reiso.org/document/2810>

d'appartenance et leur estime de soi dans leur lieu de vie.

Cette articulation entre besoins sociaux individuels et action collective/communautaire est mise en pratique par Vernier dans les politiques sociales qu'elle implémente. Il convient en effet de rappeler que Genève est un canton centralisateur dans lequel les communes n'ont au final qu'une marge de manœuvre limitée dans le portage et la mise en œuvre des politiques publiques. Cependant, là où elles ne sont pas contraintes par des dispositifs législatifs rigides, elles bénéficient d'une réelle autonomie qui leur permet d'agir à l'envi. C'est notamment le cas en matière d'action sociale collective/communautaire.

Le volet participatif du projet s'est appuyé sur une expérience de plus de dix ans en matière de mobilisation citoyenne autour de projets concrets, dans lesquels les autorités politiques ont progressivement délégué aux habitants la possibilité d'agir directement sur le quotidien par l'élaboration, le portage et la mise en œuvre de projets d'utilité collective (Bandler 2016). Cette réelle délégation de pouvoir s'inscrit dans le développement que connaissent aujourd'hui les concepts de « démocratie participative » (Bacqué et al. 2005) ou d'« empowerment citoyen » (Carrel 2013).

L'action « collective » au service des « individus »

Un premier diagnostic a été mené auprès des différents acteurs, des partenaires de terrain et, bien entendu, des habitants, afin de déterminer sur quels axes il convenait d'investir l'effort public dans le quartier. Ce diagnostic partagé a esquissé les quatre volets stratégiques autour desquels le projet s'est articulé.

Premièrement, il a été décidé de renforcer le volet associatif. Il s'agissait de miser sur la création et le développement d'un engagement citoyen fort et de lui assurer une pérennité qui subsisterait au-delà du projet, afin d'aider à la fédération des efforts individuels qui allaient émerger du processus participatif. Concrètement, cela revenait à soutenir et à accompagner les associations existantes, à organiser les volontés de bénévolat, à fédérer le tissu associatif du quartier autour du projet ainsi qu'à promouvoir la création de nouvelles associations.

Le deuxième volet concernait la question spécifique de l'aménagement, qui a fonctionné ici comme thématique fédératrice puisqu'elle concernait l'ensemble des habitants du quartier, que ce soit de manière individuelle ou collective. Il s'agissait de mettre l'accent sur le potentiel mobilisateur du processus de transformation en appuyant l'appropriation par les habitants des profondes modifications qu'allait subir le quartier des Libellules.

Le troisième volet traitait de la question délicate de l'image. Quartier populaire, volontiers stigmatisé (notamment par les médias), les Libellules souffrent depuis longtemps d'une image négative. Au niveau des habitants, cette question est sensible dans la mesure où l'estime de soi, lorsqu'on vit dans ce quartier, est durement impactée. Ce qui renforce par ailleurs les sentiments de désaffiliation classiques que l'on rencontre dans les milieux populaires. Dans cette optique, il s'est agi pour Vernier de valoriser les initiatives et les changements dans le bâti, ainsi que d'organiser des manifestations destinées à positiver les changements intervenus, tant à destination de l'extérieur que des habitants eux-mêmes.

Enfin, un quatrième volet d'action plus large concernait la question générale de la cohésion sociale. Derrière ce concept (souvent polysémique), il s'agissait surtout pour Vernier de travailler à la réduction des inégalités territoriales qui affectent un quartier tel que les Libellules. En renforçant l'implémentation du service public, avec un large partenariat entre acteurs économiques et sociaux tant cantonaux que communaux, ce volet avait pour ambition de proposer des actions de prévention, d'orientation et d'information sociale (santé, intégration, emploi, etc.) à destination de la population, ainsi que de travailler aux solidarités transversales (interculturelles et intergénérationnelle) afin de renforcer le « pouvoir d'agir » des habitants.

De l'utopie à la réalisation concrète

Dès les débuts du projet, un accent particulier a été mis sur les questions de méthode, tant en ce qui concerne la mise en œuvre effective du processus participatif que la mesure et l'évaluation de ses résultats.

Ainsi, dans un premier temps, afin de décliner de manière opérationnelle les axes stratégiques, une enquête par questionnaire a été effectuée en 2012 auprès de l'ensemble de la population (âgée de plus de 15 ans) du quartier [3]. Cette étude préliminaire a dégagé les pistes pour l'affectation des édicules et espaces de vie mis à disposition des habitants, mais également de dresser un panorama de leur ressenti concernant les quatre volets d'intervention (associatif, aménagement, image et cohésion sociale).

Suite à l'analyse des résultats, des ateliers participatifs et une grande journée de mobilisation, mettant à contribution l'ensemble des partenaires du quartier, a permis aux habitants de proposer des projets concrets au travers d'une méthodologie de type « ateliers de l'avenir » (Jungk et Müllert 1996). Cette méthodologie, qui se divise en trois phases (critiquer l'existant/la situation, se projeter dans l'utopie et réaliser concrètement) canalise en effet les envies des habitants en les ramenant au principe de réalité. Il s'agit ici d'une question centrale de la méthodologie participative employée. Les attentes des habitants sont en effet souvent nombreuses, mais les ressources à disposition et les moyens concrets d'influer sur le réel sont par définition limités. Dès lors, il s'agissait de cadrer – sans entacher le processus de la part de créativité nécessaire – les dynamiques participatives, afin de conserver le sens tant du processus lui-même (facteur de reconnaissance) que des résultats attendus/obtenus (facteur de réussite). En contrepartie de ce cadre, et après son acceptation par l'ensemble des parties prenantes, les habitants ont agi sur leur environnement bâti de manière autonome et ont porté des projets qui répondaient aux besoins qu'ils avaient eux-mêmes identifiés.

En 2015, à l'issue du processus d'appropriation des espaces de vie et des édicules, une nouvelle enquête par questionnaire a évalué l'impact non seulement des rénovations du bâti, mais également du processus participatif et de ses résultats. Au niveau des aménagements, sans surprises, près de deux tiers des habitants se disent plus satisfaits de vivre dans leur quartier et jugent que le projet a eu un impact très positif sur leur qualité de vie. Au niveau des indicateurs relatifs aux trois autres axes stratégiques du projet (associatif, image, cohésion sociale), les résultats sont également très positifs. En termes de liens sociaux (relations de voisinage, participation à la vie du quartier), de perception (interne/externe) du quartier, ou de sentiment d'appartenance (inclusion dans le quartier), les habitants constatent globalement une amélioration importante.

La méthode et le pouvoir d'agir

Le projet « Nouvelles Libellules » n'est pas ni le premier ni le seul projet participatif porté par une collectivité publique. Les outils du travail social engagés dans cette démarche sont largement connus et font partie de la panoplie usuelle de ceux qui agissent au quotidien dans des démarches participatives ayant pour objectif le développement du pouvoir d'agir citoyen. L'originalité de ce projet est donc plutôt à rechercher au niveau de la méthode et des présupposés tant théoriques qu'empiriques qui l'ont accompagné.

Par une approche basée sur des besoins identifiés et un diagnostic partagé, Vernier a développé une réelle démarche ascendante, dans laquelle la créativité et l'essentiel des décisions finales ont été confiées aux habitants. Certes, le cadre de base était posé et délimité, mais à l'intérieur de celui-ci, tant les autorités que les travailleurs sociaux et partenaires engagés ont joué un rôle d'accompagnants et de facilitateurs. Dans ce sens, Vernier a voulu s'assurer d'une méthode de travail – notamment en ce qui concerne l'évaluation des résultats – qui garantisse une visibilité des effets en fonction du cadre de départ et des axes stratégiques qui avaient été collectivement élaborés.

[1] [Rapport](#) disponible en format pdf.

[2] Bibliographie

- Bacqué, M-H., H. Rey et Y. Sintomer (2005). Gestion de proximité et démocratie participative. Paris : La Découverte.
- Bandler, M. (2016). « Mettre le pied dans la porte : le programme d'action sociale de la Ville de Vernier », *Dépendances*, N°57 : 5-7.
- Bandler, M., Apothéloz, T. et Bürgisser, M. (2017). « De l'urbain à l'humain : la réhabilitation participative du quartier des Libellules à Vernier », in P. Mantziaras, I. Milbert et P. Vigano, *Inégalités urbaines : du projet utopique au développement durable*, Genève : Métis Presses.
- Carrel, M. (2013). Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires. Paris : ENS Editions.
- Easterlin, R. (1974), « Does Economic Growth Improve the Human Lot? », in Paul A. David et Melvin W. Reder, *Nations and Households in Economic Growth : Essays in Honor of Moses Abramovitz*, New York, Academic Press, 1974
- Godefroy, P. et Lollivier S. (2014). Satisfaction et qualité de vie. *Economie et statistique*, n°469-470, 199-232.
- Jungk, R. et Müllert N (1996). *Future Workshops: How to Create Desirable Futures*. Institute for Social Inventions, 2ème édition.

[3] Pour une présentation détaillée de l'enquête et des résultats concrets du projet « Nouvelles Libellules », voir Bandler et al. (2017)